



L'école hybride est née

« Un cruel moment de vérité »

Antoine Garapon

L'Unesco a alerté les gouvernements dès le 31 août dernier : seul un élève sur trois sera sur les bancs de l'école dans le monde en cette période de rentrée. On peut s'attendre à ce que notre pays, grande puissance économique mondiale, fasse mieux sur ce point que la moyenne des autres pays et il le fait.

En France, l'école hybride est née le 2 septembre 2020, de façon discrète, modeste, en des lieux épars et en tout petit nombre. Depuis, elle se développe très lentement, mais de façon régulière et sans doute irréversible. Ce n'est pas un cri de joie de ma part, mais un simple constat.

J'ai tenu à publier ma précédente chronique fin août¹, avant la traditionnelle conférence de presse du ministre qui entamait sa quatrième rentrée scolaire accompagnée d'un nouveau protocole sanitaire annoncé pour le 26 août. L'école hybride est apparue ce jour-là dans les propos du ministre et l'expression fut reprise dès le lendemain dans des déclarations des syndicats et des journalistes. L'objectif en est clair : que chaque enfant soit, d'une façon ou d'une autre et quel que soit le lieu, pris en charge à temps plein dans ses apprentissages et son éducation, avec l'appui de ses parents, des collectivités territoriales et des associations. Qui peut ne pas partager un tel objectif ? Reste à savoir s'il est suffisant aux yeux de ceux à qui importe l'école républicaine à la française, « l'école d'avant ».

¹ Librement accessibles sur les sites d'Horizons publics : <https://www.horizonspublics.fr/>, de la Mission laïque française, <https://www.mlfmonde.org/>; d'Éducation et Devenir, <https://www.educationetdevenir.net/>. et plusieurs sites francophones



Comme cela n'a pas été anticipé pendant le temps des vacances scolaires et que l'été a misérablement été perdu pour le bénéfice des élèves, il s'agit maintenant, un peu tardivement, de tout préparer en catastrophe, d'imaginer ce que certains appellent « l'école d'après² » même si nous en sommes encore loin, en nous demandant ce qu'il faut garder et ce qu'il faudrait changer par rapport à « l'école d'avant ». Pour le moins, il est sûr que l'autonomie acquise par tous, élèves compris, et la personnalisation des parcours qui leur furent proposés marqueront la période qui vient. La nouvelle école sera forgée directement sur le terrain par les enseignants qui devront progressivement « changer de logiciel ». La vie est dure ! Non seulement la crise sanitaire est encore là, mais elle poursuit son inquiétant développement et il faudra compter longtemps avec elle ; même les plus sceptiques du début commencent à en prendre conscience, C'est le cas, bien sûr, d'une partie des statuologues qui en viennent à s'interroger sur « l'école d'après ». Mais si, mais si !

Selon l'OCDE, la France a été l'un des pays les moins bien préparés pour affronter cette crise, notamment sur deux points majeurs : les usages pédagogiques des outils numériques et la communication des enseignants avec les parents d'élèves qui, de tradition, nous le savons, étaient jusque-là « laissés sur le paillason » de l'école. Sur ces deux éléments, la crise aura donc fait faire des progrès considérables au système. Seront-ils durables ? Je l'ignore mais je l'espère. Si j'osais, je dirais vive la crise ! Elle aura aussi permis de remarquer que les statuologues sont peut-être des comiques qui s'ignorent mais n'osent s'afficher de la sorte. Ils l'ont montré en demandant que la rentrée scolaire soit retardée d'une semaine (ce fut un franc succès dans la société civile !) et que l'État équipe élèves et personnels en ordinateurs, feignant d'ignorer que cela relève des collectivités territoriales. Il est vrai que la décentralisation n'a que 40 ans ! Il faut donc leur laisser le temps d'apprendre... Une chère amie, fine connaisseuse de notre système éducatif, me demandait récemment, aimablement mais un peu narquoise : « ne pensez-vous pas qu'il y a besoin de statuologues ? ». Oui, bien sûr, mais point trop n'en faut, un peu seulement car il faut de tout pour faire un monde et surtout à condition qu'ils ne se comportent pas, comme ils le font, en insupportables tyrans.

La crise a été, est et sera mondialement un long moment d'exception, nul n'en disconvient désormais. En France, la mise en place progressive d'un enseignement hybride

² Selon la formule *marketing* qui se développe.



nécessiterait de pouvoir faire appel à des *task forces* (françaises et internationales) déjà mobilisées sur ce sujet, mais ce n'est pas dans la culture de notre enseignement public qui ne fera rien, ou pas grand-chose, pour éviter que les routines professionnelles reprennent le dessus sans être interrogées sur leur pertinence et sur leur efficacité. « On a toujours fait ainsi, il suffit donc de continuer » clament d'aucuns, c'est classique. Toutefois, on discerne ici où là, dans certaines académies, l'évocation de « missions enseignement hybride » qui sont là pour afficher un signe nouveau. La crise n'a donc pas fini d'avoir des effets positifs en encourageant l'innovation. Nous y verrons, plus clair, après les *états généraux du numérique* en novembre prochain.

Et ce fut la normalité³ !

Tout l'été le ministre a annoncé une rentrée « normale », peut-être est-ce « normal », il est le ministre ! Pouvait-il dire autre chose quand sur le terrain, aucune préparation n'était engagée ? Jean-Michel Blanquer n'est pas Churchill, pas question qu'il annonce du sang et des larmes. Peut-être est-il seulement un autre Boris Johnson. La méthode Coué a fait son grand retour : « cette rentrée a été la meilleure possible », a-t-il déclaré, fier de lui, le 16 septembre. Comme s'il était *normal* d'annoncer une rentrée *normale* dans un contexte *anormal* ! Pour prouver quoi et à qui ? Prenait-il ses désirs pour la réalité, ce qui semble inquiétant pour un responsable politique de ce niveau ?

Cet été, certains se demandaient s'il était raisonnable d'ouvrir à nouveau les écoles. Reconnaissons que la grande majorité des enseignants avait hâte de revoir leurs élèves et que d'un autre côté ces derniers voulaient retrouver leurs copains, tout en sachant, depuis le 26 août, que le nouveau protocole sanitaire invitait à de rigoureuses et strictes déclinaisons locales des principes généraux énoncés. Enfin, les parents ne manquaient pas une occasion d'insister dans les médias sur la très utile fonction garderie de l'école, garderie dont ils voulaient être débarrassés, sans faire aucune référence aux missions de l'École. Pas très glorieux pour l'image du système scolaire dans la société civile.

³ Non, je ne suis pas sur la muraille de Chine !



« Toutes les éventualités sont prévues, y compris les fermetures d'établissement en cours d'année », *dixit* le ministre. « Nous sommes préparés à tout » disait-il deux jours avant la rentrée ; croyons-le ! Son idée était simple, comme il l'a livrée à des journalistes : « on s'est adapté et on s'adaptera ». C'est donc du pragmatisme à l'état pur. Pourquoi pas ? Pour lui, cette adaptabilité fait partie de la sécurité à assurer : « on pourra prendre des décisions en moins de 48 heures ». Selon Didier Jourdan⁴, fin observateur des situations internationales, la France s'est incontestablement inspirée du modèle de Taïwan.

Ainsi avons-nous eu une rentrée aux apparences normales, c'est-à-dire avec très peu de fermetures le premier jour, c'est déjà cela. Comme rien n'était prêt, la sensation de flou fut générale et certains parlèrent de « bricolage ». Au niveau global, c'est évident et sur le terrain des bricolages plus ou moins géniaux ont constitué ce que Jean-François Cerisier qualifie de « règne du bricolage généralisé ». Puis, dès le lendemain, est venu le moment de vérité : chaque jour quelques fermetures de classes ou d'établissements et des alertes supplémentaires firent leur apparition, certes en tout petit nombre en rapport aux 60 000 écoles et établissements secondaires, mais en augmentation régulière. Cela a atteint 520 classes fermées le 10 septembre, puis 2100 classes le 15 septembre, avec 42 départements placés en zone rouge. Le pire est devant nous, même si, ce n'est pas un déferlement puisque seulement 0,5% des établissements sont touchés, touchés mais pas toujours fermés. Question légitime permanente qui obsède tout le monde : à qui le tour maintenant ? Quand serons-nous concernés nous aussi et comment ? Cet impact au cas par cas affole les parents d'élèves et inquiète les enseignants. Si en mars dernier la crise fut brutale, soudaine, longue et totale, nous sommes entrés dans une période de crise insidieuse, permanente, partielle, locale, aléatoire, sans doute localement plus courte mais potentiellement répétitive. Le pire n'est pas exclu : la deuxième épidémie vient de frapper notre voisin l'Espagne et menace chaque jour d'autres pays.

La Réunion, avec sa rentrée chaotique deux semaines avant la Métropole, a servi de « *crash test* ». On a donc su très vite, avant même la rentrée dans l'Hexagone, qu'allait venir le temps des désormais célèbres *clusters*, avec des renvois d'élèves (ou de personnels), des fermetures partielles, de classes, d'établissements, de groupes d'établissements, de zones, voire de départements. L'OMS estime que les mois d'octobre et novembre seront plus durs en

⁴ Titulaire de la chaire Unesco éducation et santé.



Europe. Même si certains pays ont décidé un nouveau confinement général, pour l’instant, rien de tel n’est évoqué par les pouvoirs publics français au moment où j’écris ce billet. Les nombreuses imprudences faites cet été, notamment par les étudiants et leurs nids à *clusters* commencent seulement à produire leurs effets néfastes. Pour l’instant, on s’en tient donc à un pilotage par les *clusters* assuré par les préfets, les ARS, les maires et les recteurs, avec pour chacun de ces *clusters* la question de son étendue et de sa durée, entraînant pour les élèves la nécessité d’une alternative pédagogique dans des tiers lieux et des associations ou à distance. Sans oublier, comme le note la ministre Sophie Cluzel, que les parents sont devenus des « parents-experts » voulant avoir leur mot à dire.

Cette soi-disant rentrée normale ou pseudo-normale, sûrement pas comme les autres, en fait hors normes, est réellement « exceptionnelle » ; c’est même la MGEN, dans l’une de ses publicités qui le dit. Assurément elle est inédite, faite d’imprévisibilité, d’imprévisions et d’incertitudes et sans vouloir me montrer vulgaire, j’irais volontiers jusqu’à dire qu’en tentant de nous vendre une « rentrée normale », bien sûr espérée par tous, on nous a bourré le mou ! Dès le 1^{er} septembre, le Premier ministre, déjà plus nuancé, reconnaissait que c’était « presque une rentrée normale » et qu’il faudrait vite renforcer le périscolaire.

Beaucoup ont noté la discrétion ministérielle sur les alternatives à l’enseignement en présentiel à peine évoquées, sans aucun détail. Le 27 août, le ministre déclarait seulement : « nous sommes en mesure d’assurer la continuité pédagogique par l’enseignement à distance ». Cela a conduit certains journalistes à parler de « protocoles secrets », on n’en était pas loin. Heureusement, sur le terrain, un certain nombre de recteurs se sont montrés plus explicites avec les chefs d’établissements et inspecteurs, en détaillant trois *scenarii* suivant l’importance des fermetures à venir, terme qui s’est substitué à confinements et qui semble faire moins peur. Sur le terrain, tous guettent les nouveaux protocoles sanitaires⁵ voués à être en permanence évolutifs et ils le sont. Le principe actuel est progressif. Il consiste à éloigner les élèves signalés comme à risques plutôt que de fermer une classe ; à fermer une classe plutôt qu’un établissement, un établissement plutôt que de passer à un confinement territorial de toute une zone, voire un département, en espérant pouvoir éviter d’en venir à un confinement général.

⁵ Un nouveau vient d’être publié.



Trois problèmes pédagogiques inédits et conséquents

Depuis le déconfinement et la fin des vacances apprenantes, on est entré dans un temps nouveau où le pilotage se fait avant tout à partir de règles sanitaires vouées à évoluer sans cesse. Cela fait la joie des syndicats qui trouvent là un sujet normatif sur lequel ils ont matière à s'employer. C'est leur terrain de jeu préféré et ils sont même appuyés par la FCPE, toujours en phase avec eux sur les questions bureaucratiques. Par leurs liens directs avec les enseignants, l'implication plus grande des parents d'élèves les détournent de ces associations qu'ils évitent désormais. Ce n'est pas un paradoxe. Plus les parents s'impliquent et échangent, plus ils s'écartent sainement de ces associations tristement bureaucratiques. Sont-elles capables d'apprendre et d'en tirer des leçons ? J'en doute, les bureaucraties ont de très faibles capacités d'apprentissage⁶. Dernière remarque sur ce point, on frise le ridicule : qui se préoccupe de la pédagogie ? Chaque enseignant dans son action isolée sans doute ? Comment le sait-on ? Ce sujet n'est évoqué publiquement par personne. Tout repose sur l'ingéniosité individuelle des professeurs, leur complicité avec les élèves et l'appui des parents, dans une totale et permanente improvisation ; les innovateurs engagés entraînant autant que faire se peut le ventre mou qui commence à percevoir le sens du vent et fait le nécessaire sans enthousiasme.

L'hétérogénéité des périodes écoulées depuis mars et résumées dans ma précédente chronique est telle que, plus que jamais en cette rentrée, les enseignants doivent s'interroger non seulement comme ils le font toujours sur le niveau de leur classe, mais davantage encore sur ce que savent chacun de leurs élèves afin dans un second temps, d'imaginer les parcours à leur proposer individuellement. C'est un travail considérable, en principe un B.A.BA du métier, mais qui était rarement fait avec finesse. Là, il est devenu une impérieuse nécessité. Il s'accompagne de redoutables questions pédagogiques complémentaires : quelle organisation mettre en place en présentiel ? Pourquoi le simple retour au passé serait-il pertinent ? Et quelle organisation en cas de fermeture partielle (avec des temps partagés dans différents tiers-lieux) et de fermeture totale avec de l'enseignement à distance précédant de quelques semaines un retour en présentiel qui pourra, plus tard à nouveau, être interrompu pour du distanciel. À quel moment les enseignants ont-ils été formés à une ingénierie pédagogique qui

⁶ Un ami me faisait remarquer qu'il n'y a aucun espoir de voir une « bureaucratie apprenante » !



suppose beaucoup de coopération entre eux (alors que pendant la période précédente, selon une enquête récente, seulement 32% des professeurs se sont concertés) et de la collaboration avec les parents d'élèves ? Nous assistons donc à la naissance lente, progressive, laborieuse, chaotique et très empirique de l'école hybride.

Les collectivités territoriales ont pris une importance considérable, avec les difficiles questions de nettoyage mobilisant beaucoup de leurs personnels, ainsi qu'avec les lourdes conséquences matérielles à tirer des règles sanitaires, mais aussi avec les masques qui deviennent un véritable outil scolaire indispensable et plus encore avec les équipements numériques pour les enseignements en présentiel et en distanciel. Comme elles l'ont souvent montré, les collectivités locales s'impliquent et s'impliqueront dans ces dépenses, mais elles voudront en connaître l'usage et mettront quelques garde-fous, voire des indicateurs de vigilance, ce qui soyons en sûrs, déplaira au milieu pédagogique. La large expérimentation empirique des usages du numériques amorcée depuis mars dernier va se poursuivre sous différentes formes, et peut-être même s'amplifier. Ne parle-t-on pas déjà de stages pendant les vacances de la Toussaint, pour des élèves et pour des enseignants volontaires ?

S'ajoutent à ces trois problèmes pédagogiques le défi principal de la rentrée, une grande première : apprécier finement les apprentissages faits par chaque élève pendant les six mois écoulés. Que faire pour cela ; et ensuite, qu'en faire ? Rien n'étant préparé, l'appel aux associations, aux 2S2C et aux tiers-lieux comme plan B reste à construire au cas par cas, du jour au lendemain. Il y a eu une décentralisation sur les établissements secondaires et les circonscriptions de l'impréparation générale du mois de mars. Nous sommes entrés dans l'impréparation généralisée. L'enseignement à distance, en mode hybride ou pas, n'est qu'un plan C. Enfin, les absences sporadiques d'élèves augmentent (plus de 4 000 rien qu'en Seine-Saint-Denis) et sont impossibles à anticiper. En quelque sorte, les élèves peuvent aller et venir, compliquant considérablement le travail des enseignants. Celui des chefs d'établissement n'est pas plus simple ; ils sont confrontés à l'absence de certains professeurs, en gros ceux déjà repérés en mars dans la phase initiale de confinement, mais justifiée par d'autres arguments. Mais chut ! comme d'habitude, il ne faut pas le dire, seulement sous le manteau. Cela s'ajoute aux raisons qui font que les chefs d'établissement commencent l'année scolaire en étant épuisés. Malgré leur loyauté envers l'État, véritable tradition de leur métier, même les plus engagés risquent de baisser les bras. Aucune stratégie d'accompagnement des enseignants n'est proposée, ce qui satisfait les statuologues. Enfin, la lutte contre



l'illectronisme (qui touche 17% de la population dont des enseignants) sera aussi importante que la difficile lutte contre l'illettrisme que l'on mène depuis trente ans.

Le 9 septembre, le Conseil scientifique a lancé une forte alerte : « on va dans le mur » et a déclaré que les temps qui viennent vont nécessiter des mesures difficiles. Au moment où j'écris ces lignes, de nouvelles consignes sanitaires assouplies sortent, en attendant d'autres encore qui ne manqueront pas de venir dans quelques semaines. L'énoncé d'un protocole sanitaire stable se révèle un exercice beaucoup plus compliqué que prévu. Churchill reviens ! On a besoin de toi !!! Les règles sanitaires vont se durcir dans certains départements et certaines métropoles. Déjà les journées à la maison pour symptômes légers se multiplient (élèves et professeurs) et vont s'accroître pendant l'automne, sur des périodes plus longues d'au moins une semaine, souvent plus. Cela pose crûment le problème de la continuité pédagogique pour les élèves « écartés des écoles » ; il y en aura seulement quelques-uns, mais un peu partout, plus en certains lieux que dans d'autres. Et ces élèves absents s'ajoutent à ceux dont les familles font d'autres choix que l'école en présentiel. Selon des DASEN, dans certains départements, leur nombre aurait doublé. C'est donc une continuité pédagogique en pointillé, reposant sur des classes se dégradant en continu, qu'il faut inventer et pratiquer cette école hybride naissante.

Enfin, les statuologues vont avoir de quoi se repaître : en se multipliant, l'enseignement à distance et l'enseignement hybride sous toutes ses formes vont poser des questions statutaires ; ainsi va l'Éducation nationale ! Depuis septembre, à travers des circulaires, le règlementaire a déjà fait son apparition et ce n'est qu'un timide début très prometteur. Cela donnera bientôt du grain à moudre au futur Grenelle des professeurs. À quelque chose de malheur est bon.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

20 septembre 2020